Economie libérale et démocratie : l'impossible mariage



Il mouille la chemise...

Publié le 9 avril 2019

Pour que le mouvement social gagne, il faut « déprogrammer » Macron. Et ses semblables.

Il est admis que Macron poursuit une politique, entamée de longue date, de soumission au capitalisme néo-libéral mondialisé et ce n'est pas faux mais il diffère fondamentalement de ses prédécesseurs dans la violence, l'approfondissement et l'accélération de la mise en œuvre de cette politique qu'il faut bien appeler de la terre brûlée. Le but est de rendre irréversible la transformation de la société.

Pour en mesurer la réalité il n'est que de rappeler quelques mesures prises, ou en cours, en moins de deux ans :

*Suppression de l'ISF, de l'Exit taxe [(1)],création de la Flat taxe[(2)].
*Augmentation de la CSG pour de nombreux retraités, gel des salaires
* Réduction des aides sociales, réduction de cotisations sociales de grandes entreprises (CICE)
*Contrôle des ayant-droit, des chômeurs
* Démolition du code du travail qui va encore s'aggraver
* Disparition des services publics dans de nombreux territoires
* Privatisations récentes : Aéroports de Paris, Française des jeux, Engie, bientôt les barrages hydroélectriques
* Loi prochaine sur la réforme des retraites…
* Disparition insidieuse du statut de la fonction publique…

Le Sénat lui-même devant l'absence de volonté de dialogue du pouvoir abandonne la possibilité d'amender certains textes.

Grand débat, show de 8 à 10 heures devant des auditoires dûment convoqués et au garde-à-vous, intellectuels faussement scandalisés de « s'être fait piéger » à qui il a dû manquer un minimum de jugeote pour ne pas comprendre quel était leur rôle dans le scénario…

Macron a fait feu de tout bois et payé de sa personne lui qui n'aime rien tant que se donner à voir dans un spectacle où il joue non pas un rôle mais l'unique rôle, où tous les autres sont des figurants ou des lanceurs de balles, où la jouissance du cabotin se lit à plein et en toutes circonstances sur son visage. Le mal serait moins grave s'il n'était qu'un petit prétentieux bourré d'autosatisfaction mais il
est Président de la République. Il faut s'interroger à nouveau sur le surgissement, la genèse, voire le mirage que représente Emmanuel Macron. Cet homme est une pure création. Petit bourgeois de province nourri aux « bonnes écoles » mais pas si intelligent qu'on nous l'a fabriqué, génie précoce mais dont la preuve est encore à démontrer, plus jeune plus beau … que qui ?…

Jeune banquier aux dents longues il est repéré par ses employeurs, la banque Rothschild, comme l'instrument convenant à la réalisation du projet des grands financiers internationaux qui est d'accroître leurs profits. Divers acteurs interviendront alors pour l'installer dans les arcanes d'un pouvoir dont on ne peut que regretter l'aveuglement. Ainsi, surgit du néant un personnage inconnu qui n'a jamais fait de politique, n'a jamais été élu, qui contrairement à ses prédécesseurs n'est pas membre d'un parti et n'a donc personne pour faire sa campagne. Mais sur le berceau, que de bonnes fées ! La grande finance internationale, les propriétaires des grands organes de presse et quelques affidés soigneusement choisis que l'on va retrouver ensuite au plus près du cœur du pouvoir. Macron a donc été « programmé », il a un contrat à remplir, qui est de mettre en œuvre la politique voulue par ses créateurs. Maximiser les profits et balayer tout ce qui contrevient à cet unique objectif au premier rang de quoi se trouvent les salaires, les services publics, le rôle de l'Etat et un fonctionnement véritablement démocratique des institutions.

Il n'a guère le choix, il lui faut réussir. C'est pourquoi au propre comme au figuré, il « mouille la chemise ». C'est aussi pourquoi il est inconcevable qu'il fasse aux Gilets jaunes de notables concessions.

Notes

1. Exit taxe : en cas de transfert de domicile fiscal à l'étranger on peut être imposable sur la plus-value liée aux actions et obligations sous certaines conditions.
2. Flat taxe : système d'imposition à taux unique sur le capital. Il n'y a plus de progressivité de l'impôt.